

**RAPPORT N° 2022/4-30  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 15 septembre 2022**

**OBJET**

**CREATIONS DE POSTES ET ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

Conformément à l'article L313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Aujourd'hui notre priorité majeure dans notre projet de mandature « CINOR TERRE D'AVENIR 2030 » le développement économique, l'aménagement équilibré et harmonieux du territoire ainsi que le développement des mobilités constituent des axes majeurs.

A ce titre, il convient de renforcer les organisations internes chargées de la mise en œuvre de ces politiques publiques particulièrement la direction générale adjointe développement et attractivité du territoire sur 2 projets majeurs :

- BAOBAB / TCSP EST ;
- L'aménagement à vocation économique de la plaine de GILLOT ;

A cet effet, en lien avec les partenaires majeurs de la collectivité, des réunions de travail ont déjà eu lieu sur ces projets entre la CINOR, les communes membres et la REGION REUNION dont le calendrier de mise en œuvre est cours de finalisation, et il convient désormais de passer au stade opérationnel.

Dans ce cadre, il est proposé, de créer :

- **2 postes à temps complet de chargé de mission pour le suivi des études de projets de développement des mobilités BAOBAB et de d'aménagement économique notamment sur la plaine de Gillot, rattaché au DGA Développement et Attractivité du Territoire** (cat A ou B de la filière administrative ou technique), **par voie statutaire, ou contractuelle sur la base d'un contrat de projet d'une durée maximale de trois ans renouvelable.**

Missions : Placé sous la responsabilité du DGA Développement et Attractivité du Territoire, ces 2 agents auront en charge le pilotage de l'ensemble des études et des diverses missions confiées à des tiers (CT, CSPS, AMO, MOE géomètres etc....).

Ils auront en charge la conduite des opérations en phase études (faisabilité et préliminaires) dans l'objectif de lancer le projet. En outre, ils seront l'interlocuteur technique des partenaires (villes, région, et services de l'Etat, exploitant des réseaux, associations etc...), et participeront à ce titre activement au pilotage de ces 2 opérations.

Par ailleurs, dans le cadre de la réorganisation des services, issue du projet politique de la nouvelle gouvernance, la direction des moyens internes a présenté au comité technique en date du 24 mars 2022, son nouvel organigramme. Le comité technique a émis un avis favorable.

Aussi, il vous est proposé de créer les emplois suivants qui seront pourvus en interne :

- **1 poste permanent à temps complet, de responsable de cellule « petits travaux, sonorisation et régie VIC »** (catégorie C de la filière technique du cadre d'emplois des agents de maîtrise)

Missions : Placé sous la responsabilité directe du Responsable du Pôle Technique ainsi que du Directeur des Moyens Internes, le Responsable de la cellule « Petits travaux, sonorisation et Régie VIC » aura la charge :

- De gérer les demandes et faire réaliser par son équipe, les petits travaux sur les bâtiments de la CINOR (siège A, B et C, les structures externes, BIAL, BIAP, EMIB, CIBR et SEVI) ;
- De veiller à répondre aux besoins urgents d'intervention sur les VIC (sécurisation et travaux nécessaires) ;
- De gérer la sonorisation interne et externe des assemblées ou réunions.

- **2 postes permanents à temps complet, d'agents polyvalents de la cellule « petits travaux, sonorisation et régie VIC »** (catégorie C de la filière technique des cadres d'emplois des adjoints techniques et des agents de maîtrise)

Missions : Placé sous la responsabilité du Responsable de la Cellule « Petits travaux, sonorisation et Régie VIC » l'agent polyvalent aura notamment pour mission :

- De réaliser les petits travaux sur les bâtiments de la CINOR (siège A, B et C, les structures externes, BIAL, BIAP, EMIB, CIBR et SEVI ;
- De veiller à répondre aux besoins urgents d'intervention sur les VIC (sécurisation et travaux nécessaires) ;
- De gérer la sonorisation interne et externe des assemblées ou réunions.

Ces postes seront pourvus par voie de mobilité interne. Par conséquent, leurs créations n'auront pas d'impact budgétaire

Par ailleurs, afin de répondre au besoin de la direction aménagement et habitat, il convient d'ajuster :

- Le poste non permanent à temps complet rattaché à la direction Aménagement du territoire (cat A-pour exercer les fonctions de **coordonnateur PILHI**, Plan intercommunal de lutte contre l'habitat indigne – contrat de projet) en un **poste permanent à temps complet** (cat A- de filière administrative du cadre d'emploi des attachés territoriaux pour exercer les fonctions de coordonnateur PILHI).

Missions : Placé sous l'autorité du Directeur de l'aménagement, il sera chargé de définir les missions de l'équipe PILHI, de coordonner cette équipe et les différents partenaires du plan d'action. Il devra assurer également le suivi administratif, technique et financier par la mise en place de tableaux de bords de suivi et la mise à jour de la base de données.

Ce poste de coordonnateur PHILI est pris en charge financièrement par l'Etat à hauteur de 80% sur une durée de 3 ans renouvelable 3 ans. La poursuite de ce financement a été confirmée par les services de l'Etat quel que soit le statut de l'agent en charge de ces missions.

Enfin, en application de l'article L. 332-24 du code général de la fonction publique, les collectivités territoriales peuvent désormais, pour mener à bien un projet ou une opération identifiée, recruter un agent sous contrat dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération.

La procédure de recrutement sous contrat de projet doit respecter la procédure prévue pour les emplois permanents, fixée par le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019, et fait l'objet d'une déclaration de vacance d'emploi.

**Aussi, il est proposé de créer 1 poste non permanent sous contrat de projet :**

- **1 poste non permanent à temps complet de conseiller numérique** (cat B Filière Administrative/ Technique) : Contrat de projet d'une durée de 24 mois 35 heures hebdomadaires ; rémunération correspondant à la grille indiciaire des agents relevant de la catégorie B de la filière administrative ou technique.

Missions : Placé sous l'autorité du chef de projet Gestion Relation Citoyen, il, sera chargé d'organiser et de mettre en œuvre des actions de conseils et d'accompagnement et de développer des animations numériques.

Ce poste est pris en charge financièrement par l'Etat sous forme de subvention à hauteur de 100%.

Le tableau des effectifs est modifié en conséquence et vous est présenté en annexe. Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Par conséquent, il vous est demandé :

- D'approuver la création des emplois indiqués dans le rapport
- D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe 1.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,  
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture  
874-2497401-20220915-BC2022-4-30-DE  
Date de télétransmission : 22/09/2022  
Date de réception en préfecture : 22/09/2022

**DECISION N° 2022/4-30  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 15 septembre 2022**

**OBJET :**

**CREATIONS DE POSTES ET ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/4-30 du Président

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver la création des emplois indiqués dans le rapport.

**ARTICLE 2**

D'approuver la mise à jour du tableau des effectifs joint en annexe.

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations)  
Suffrages exprimés : 15  
Vote pour : 15  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

21 SEPT 2022

Le Président,  
Maurice GIRONCEL

